

trouve cela un peu effrayant. D'autant qu'actuellement, la biochimie se fait à 100 % en anglais. Tout le monde publie dans cette langue. A Vienne tout le monde parlait plusieurs langues. Moi, ma première langue était l'anglais. J'avais une nurse anglaise. Après bien sûr, c'était l'allemand, puis le russe, enfin le français et l'italien.

propos recueillis le 19 mars 1986
par Jean-François Picard et Elisabeth Pradoura
(Centre de Recherches Historiques-CNRS)

JEAN DRESCH ¹, LA GÉOGRAPHIE

Le Maroc, premier terrain de recherche et d'engagement

Comment votre carrière a-t-elle débuté ?

La guerre et l'après-guerre ont été des périodes de transformation rapide, pour beaucoup, mais pour moi d'autant plus que ma période de travail de jeunesse, de formation de chercheur comme d'enseignant s'est produite dans les années trente, puisque je suis agrégé de 1930. J'ai fait mon service militaire et, pour des raisons strictement personnelles, je suis parti au Maroc. J'y étais déjà allé faire mon diplôme d'études supérieures. Bien que « physicien » et même partiellement géologue j'avais été saisi par l'intérêt de ce pays au point de vue géographie aussi bien physique qu'humaine. Je suis resté au Maroc dix ans et je ne suis pratiquement pas rentré en France. J'étais professeur de l'enseignement secondaire et, cumulant mon enseignement et ma recherche, je ne rentrais pas pendant les vacances. Ma famille rentrait tous les deux ans, selon l'habitude administrative de l'époque. J'ai été professeur au Collège musulman de Rabat pour commencer, au lycée ensuite et le CNRS était très loin de mes préoccupations.

Les traditions universitaires françaises avaient bien été transportées au Maroc : un professeur de l'enseignement secondaire fait sa thèse, s'il le veut, mais il est professeur de l'enseignement secondaire et n'a rien à voir avec l'enseignement supérieur. Pendant ces neuf ans jamais mes collègues, que je connaissais très bien personnellement en raison de contacts scientifiques, ne m'ont demandé de faire même un exposé, de participer à un échange quelconque. J'étais le monsieur qui fait sa thèse. De telle façon que je n'ai pas été mêlé aux détails mêmes de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique. Je protestais contre le fait qu'il n'y avait absolument aucune aide à la recherche scientifique. Je n'en ai pas spécialement trouvé au Maroc où j'aurais pu en recevoir indépendamment même d'une aide française. Mais mes relations avec les collègues n'avaient pas été suffisamment bonnes pour que ce soit possible ; j'ai pris une année de congés, mais à mes frais. Je n'ai reçu quelques sous pour me promener que du service des mines.

1. Jean Dresch est né en 1905. Elève de l'Ecole Normale Supérieure il est agrégé d'histoire et géographie en 1930. Après dix ans d'enseignement au Maroc il entre dans l'enseignement supérieur à la fin de la guerre, à la Sorbonne, après avoir été résistant. Très tôt membre du parti communiste français, Jean Dresch a publié de nombreux articles tant sur la géographie que sur des questions politiques, notamment liées aux problèmes de l'indépendance des colonies, dans la revue *La Pensée*. Il dirige le Centre de Documentation Cartographique du CNRS de 1960 à 1972. Il a été président de la commission de géographie du CNRS dans les années 1960.

Avant guerre il n'y avait pas d'organisme pour la recherche il y avait seulement un début d'université en formation, l'Institut des Hautes Etudes Chérifiennes, à Rabat, où il y avait un certain nombre de chercheurs, honorables du reste, mais tous français. Leurs élèves étaient essentiellement des français, les futurs officiers d'affaires indigènes ou contrôleurs civils. Il y avait trois secteurs : un secteur lettres, un secteur droit et un secteur scientifique comportant sciences de la nature, biologie et géologie notamment.

Si je me rappelle bien un organisme semblable au CNRS a dû être créé au Maroc après la guerre, en 1945-1946. Cet organisme s'appellait Centre de la recherche scientifique, ou quelque chose comme ça. Il existe toujours mais n'a jamais fonctionné activement avant l'indépendance. Il n'a jamais eu de crédit, sauf pour payer un directeur !, et n'a jamais été efficace. Ce qui ne veut pas dire qu'on n'ait rien fait pour la recherche, car on a créé des centres de recherche liés par exemple à l'Institut agronomique et à d'autres organismes du même type qui se sont étendus dès avant l'indépendance en 1956, et encore plus depuis. Maintenant il existe une espèce de direction mythique qui n'a aucune influence, mais je crois qu'on projette de mettre sur pied un équivalent du CNRS. Ce se fait avec beaucoup de mal étant donné que, comme dans beaucoup d'autres pays, les relations entre l'Etat et les enseignants sont mauvaises. Il y a un conflit général au Maroc, car il est celui des trois pays d'Afrique du Nord où le nombre des analphabètes reste de loin le plus considérable. Ont été développés cependant un enseignement secondaire et un enseignement supérieur calqué comme dans les autres pays d'Afrique du Nord sur l'enseignement français. La lourdeur de l'héritage français est évidente, si on compare le Maroc aux territoires faisant jadis partie de l'empire anglais. L'organisation de la recherche scientifique au Maroc a été extrêmement lente, de même qu'en Algérie et en Tunisie. On a beaucoup de peine, souvent pour des raisons financières, et par insuffisance de cadres, à organiser un CNRS en Afrique du Nord.

Comme j'avais été membre du parti socialiste, puis du parti communiste, j'étais très mal vu par le directeur ainsi que par l'administration du protectorat. Le directeur avait trouvé qu'il était malséant que j'enseigne à des musulmans auxquels j'aurais pu, et j'en ai été accusé, donner des idées « pernicieuses ».

Le Parti Communiste a été interdit au Maroc jusqu'en 1936. A partir de 1936 il a été autorisé, après avis du gouvernement français, par le Résident Général plus libéral. Alors que j'étais inscrit au Parti Socialiste qui était, lui, légal, j'ai contribué à la création d'un parti des communistes du Maroc, qui n'était pas le « parti communiste français » au Maroc. Mes opinions ont donc été bien connues, publiquement, à partir de 1936. Cela explique qu'à la fin de 1940, le Général Noguès ait reçu de Vichy l'ordre de me donner à choisir entre le camp de concentration au Maroc, à Boudnib, ou le retour en France, tout en me faisant des excuses puisque j'avais une Croix de guerre, une famille nombreuse et une thèse et que je répondais entièrement au dogme de Vichy : travail, famille, patrie ! Du reste j'ai été un des rares universitaires marocains à faire mon boulot militaire : j'ai été affecté à un régiment de tirailleurs marocains, le 4ème de Tazza et je suis parti à la fin d'août 1939 avec mon régiment.

J'étais à peu près le seul universitaire français à avoir des relations très étroites avec le mouvement national marocain. Ce mouvement avait commencé précisément en 1929-30, surtout à partir de la décision du protectorat de légaliser la coutume berbère, ce qui avait été considéré comme une offense à l'Islam et au droit musulman applicable à tout le monde. La mesure était d'une rare maladresse parce que l'Islam reconnaît l'application de la coutume officiellement — sauf pour tout ce qui est droit familial —, pour toutes les affaires qui ne sont pas foncièrement religieuses. Mais l'Islam tout entier n'avait pas admis que ce soit un gouvernement de protectorat français qui légifère en la matière. Ça avait fait un scandale.

C'est au milieu de ce scandale que le ministère français avait eu l'idée saugrenue, quand j'avais sollicité un poste au Maroc après mon agrégation et mon service militaire, de me nommer comme professeur au collège musulman, c'est-à-dire à l'intérieur même du palais du Sultan, selon le terme de l'époque. Je me suis retrouvé professeur de la première promotion de marocains arrivant en première, donc pour la première partie du bachot. On pensait que mes pauvres élèves étaient parfaitement incapables de passer le baccalauréat français, de comprendre la conception de l'histoire et de la géographie occidentales. Je leur ai même enseigné le latin ! Ils ont au contraire eu beaucoup de succès puisque j'ai eu quatre reçus sur cinq. J'ai essayé de faire mon métier de professeur d'histoire et géographie tel que je le concevais. Au programme en première il y avait la France naturellement, et les colonies. Des règlements ministériels disaient : pour les colonies on insistera précisément sur la colonie où on se trouve. J'ai ainsi dû faire un enseignement sur l'histoire et la géographie du Maroc à mes jeunes marocains, ce qui était très bien parce que ça me les faisait apprendre moi-même. Pour appliquer les directives j'ai demandé à l'administration marocaine des crédits pour des excursions. Nous en avons fait une qui est restée célèbre parmi les quelques élèves qui subsistent. Je leur avais montré les problèmes du Maroc, les marocains au travail, mais aussi l'œuvre de la colonisation : les grands barrages, le pétrole qui venait de jaillir en 1934 au Tselfat, la colonisation de la plaine de Meknès, nous avons assisté à un tribunal berbère dans le Moyen Atlas où on appliquait justement la coutume, etc. Tout cela avait passionné mes élèves et moi-même, mais naturellement ça a fait scandale et on a supprimé les crédits que nous avions obtenus pour cette modeste initiative.

Pendant la période 1945, 1946, 1947 je suis retourné au Maroc et j'ai noué des quantités de liens avec les « indigènes » comme on disait à cette époque. Certains ont été mes élèves : j'ai été maître de Ben Barka, puis son ami. Professeur de lycée, je connaissais beaucoup mieux les marocains qui arrivaient à maturité que mes collègues de l'Institut des Hautes Etudes, c'est-à-dire la future université de Rabat. D'autre part je me suis attaché à ces populations au milieu desquelles je travaillais, aussi bien comme enseignant que comme chercheur sur le terrain. Sachant me débrouiller en arabe et en berbère, j'ai eu une expérience que j'ai maintenue assez poussée avec la jeunesse marocaine. Je n'ai pas caché, peut-être un des premiers, mes opinions sur la future indépendance du Maroc. J'ai toujours des relations bonnes et nombreuses au Maroc, même si je ne suis pas d'accord avec eux à propos du Sahara. J'ai donc participé

à des réunions sur l'organisation de l'enseignement supérieur. On m'a demandé mon avis, bien que je sois plutôt géologue que sociologue, pour chercher les à côtés de la géographie. Mais je n'ai pas joué de rôle fondamental dans ces commissions.

Au mois de janvier 1946 le ministère a recherché des universitaires capables d'effectuer une mission en Afrique, mais cette fois en Afrique Noire, au sujet d'un problème grave à l'intérieur de l'Union Française en formation : le travail forcé en Côte d'Ivoire. Le Ministère m'a demandé de participer à une enquête faite par un inspecteur des colonies, à Dakar et à Abidjan. On a choisi deux universitaires en fonction de leurs opinions politiques connues, moi comme géographe et Michel Leiris¹ comme ethnographe. Ce fut pour moi l'origine de très nombreuses missions. Je ne connaissais pas l'Afrique Noire, mais Leiris la connaissait bien. Nous nous complétions. Leiris sans être communiste était véritablement de gauche. Pendant trois ou quatre mois nous avons fait une enquête non seulement au Sénégal, mais aussi en Côte d'Ivoire et dans l'actuel Burkina Faso, la Haute Volta qui avait été morcelée précisément pour les nécessités de recrutement de main d'œuvre pour la basse Côte d'Ivoire. Nous sommes allés chercher Monsieur Houphouët-Boigny dans son village de Yamassoukro. L'inspecteur des colonies a donc utilisé les deux intellectuels de gauche pour négocier une entente entre le responsable du syndicat des planteurs africains et le responsable des planteurs français qui étaient en opposition. En nous envoyant tous les deux rencontrer Houphouët-Boigny il a évité que des fonctionnaires du ministère des colonies prennent les premiers contacts avec ce redoutable personnage. Nous avons réussi à persuader Houphouët-Boigny de venir discuter à Abidjan et nous avons fait, à la suite de plusieurs enquêtes, un rapport qui a été à l'origine de la loi sur l'abolition du travail forcé à la première assemblée législative. Nous avons ainsi facilité l'extension du rassemblement démocratique africain, du RDA, en Côte d'Ivoire et dans la Haute Volta annexée.

A force de circuler en Afrique j'ai été surpris par des choses que l'on voit, mais qui ne sont pas signalées dans la littérature. Quand vous débarquez n'importe où en Afrique vous voyez CFAO, et d'autres SCOA, c'est-à-dire les initiales de compagnies commerciales. C'était beaucoup plus net quand toute l'économie de ces pays, avant 1960, était une économie de traite. L'étude du travail forcé pour produire du café, qui entrait dans l'économie de traite, montrait bien que, quelle que soit l'origine de ce café, qu'il soit produit par des noirs ou par des blancs, finalement les deux étaient victimes. Vous pouviez voir installés dans tous les ports de petits magasins de vente dont la file se poursuivait jusqu'en brousse. Ce mouvement de collecte et de distribution de produits d'exportation et d'importation était en train de transformer l'économie agricole africaine. J'ai cherché une explication dans la littérature fran-

çaise : rien ! Heureusement il y avait un ouvrage anglais, mais il était naturellement mal informé et je me suis lancé dans l'étude de ces sociétés commerciales, de leur rôle dans la mise en valeur du pays, et dans le sous-développement. J'ai publié une série d'articles. Il y en a eu dans *La Pensée* et dans la revue de la CGT parce que la question était aussi politique. On ne peut pas séparer le politique du scientifique en pareille matière. Je me suis aperçu très vite que j'avais posé le problème, donné la documentation que j'avais réussi à trouver, mais qu'il n'était pas possible de continuer sans être spécialiste. S'il est nécessaire de lier les problèmes naturels et les problèmes humains dans une étude géographique il faut se spécialiser.

La guerre, Vichy, la résistance

Quand êtes-vous entré dans l'enseignement supérieur ?

Je suis rentré en France, du reste malgré moi, mis à la porte par Vichy en 1941. Après avoir fait mon temps de ligne Maginot et de guerre de 40, je suis rentré comme professeur au lycée de Nice pendant trois mois et ensuite au lycée Voltaire à Paris sous l'Occupation. Là j'ai pratiquement découvert la France sur le plan universitaire pour la première fois. Pas beaucoup parce que l'activité universitaire et de recherche était forcément fort réduite et que je n'étais pas très bien avec le régime de Vichy. En 1940 néanmoins j'ai fait une suppléance à la Sorbonne : le professeur de géographie de l'Afrique du Nord, Monsieur Larnaude, était devenu chef de cabinet du Ministre de l'Education Nationale, Monsieur Carcopino, célèbre historien, mais vichyste. Je l'ai suppléé pendant un an, mais j'étais toujours professeur au lycée Voltaire.

Monsieur de Martonne¹ était le grand patron, avec Demangeon, de la géographie française. Il était vichyste, mais honnête. Il avait obtenu de Vichy la création de trois chaires de géographie coloniale, tout simplement parce que trois de ses élèves étaient docteurs, donc susceptibles de les occuper : deux ont occupé les chaires de Bordeaux et Marseille. Ma candidature a été repoussée, bien que la chaire ait été créée budgétairement. Le ministère a refusé de me nommer uniquement pour des raisons politiques. De Martonne a été scandalisé : il ne s'imaginait pas que la chose fût possible. Tout vichyste qu'il fût, de Martonne a été avec moi d'une honnêteté entière vis-à-vis de mes opinions politiques : il m'a défendu du mieux qu'il pouvait pour que me revienne la troisième chaire. Il a joué un grand rôle surtout sur le plan administratif. Il a profité de son influence sur les ministres de l'Education Nationale pour obtenir l'indépendance de la géographie universitaire. Dans la mesure où l'enseignement de l'histoire et de la géographie était lié dans l'enseignement secondaire, il n'y avait qu'une seule agrégation d'histoire et géographie. Dans cette agrégation quatre compositions écrites étaient prévues : trois en histoire, ancienne, Moyen-Age et histoire moderne et une seule en

1. Michel Leiris, chercheur au CNRS, n'était pas en fait un universitaire. Il était connu non seulement pour son œuvre d'écrivain, mais aussi pour son œuvre d'ethnographe. Au retour de la Mission Dakar-Djibouti (1931-1933) il avait publié un journal de l'expédition, *L'Afrique Fantôme*, qui fut mis à l'index par Vichy.

1. Emmanuel de Martonne (1873-1955) et Albert Demangeon (1872-1940) participent à la rédaction de la *géographie universelle* de Paul Vidal de la Blache (1845-1918) fondateur des *Annales de Géographie* (1891) et de l'Ecole française de géographie.

géographie. On faisait donc beaucoup plus d'histoire que de géographie. De Martonne a obtenu en 1942 la création d'une agrégation de géographie, comportant de l'histoire, mais en proportion inverse. C'est important, car il me semble qu'au CNRS jamais l'histoire et la géographie n'ont été confondues¹.

C'est essentiellement sur l'initiative de Monsieur de Martonne que l'Institut de Géographie de l'Université de Paris a été créé en 1925. Il était partisan de son indépendance car il considérait que la géographie est une discipline qui touche à beaucoup de choses : il y a une géographie physique, qui touche plus aux sciences naturelles qu'aux sciences humaines et il y a une géographie humaine, installée dans l'université par Vidal de la Blache, le fondateur de la géographie universitaire française. Cette géographie humaine s'est orientée vers des approches, concernant la géographie rurale par exemple, qui ont été ensuite revendiquées par d'autres disciplines : sociologie, anthropologie, économie, etc. Les sciences sociales ont été introduites à l'université plus tard que la géographie. La France était en retard du reste à cet égard. Elles ont été obligées de faire leur place aux dépens de la géographie, c'est du moins l'opinion de certains géographes. En réalité ce sont des disciplines qui se touchent.

Quels étaient les liens de l'Institut de Géographie de l'Université de Paris avec l'Institut Géographique National ?

Aucun, sauf le nom qui n'était d'ailleurs guère source de confusion. Par ailleurs j'ai toujours eu des relations suivies et excellentes avec l'Institut Géographique National, l'IGN. Des membres des directions se rencontraient fréquemment. L'Institut Géographique National est une institution qui dépend du Ministère de l'Équipement depuis qu'il a été « civilisé » pendant la dernière guerre, celle de 1940. Auparavant il était militaire. Il est devenu civil pour des raisons faciles à comprendre. La carte étant, surtout justement chez les militaires, un document absolument confidentiel et expression de l'indépendance nationale, on a sorti l'IGN du Ministère de l'Armée et on l'a rattaché à un Ministère civil, beaucoup plus indépendant. Aux Travaux Publics d'abord puis ça a varié ensuite de ministère à ministère.

Je suis entré dans l'enseignement supérieur par une porte dérobée, à l'Université de Caen en 1943 : Monsieur Musset un brave et bon géographe, qui n'avait rien de révolutionnaire mais qui était quand même un bon patriote français, avait été arrêté et envoyé à Mathausen. Il avait fallu le suppléer. J'étais, précisément parce que je n'avais pas eu de chaire, le seul docteur disponible. L'Université de Caen a fait une demande de suppléance au ministère qui a refusé ! Mais les suppléances pouvant être faites par entente directe, sans passer par le ministère, et l'université ayant eu suffisamment d'argent pour payer les heures complémentaires, j'ai fait cette suppléance à Caen.

1. En fait il y eut dans le premier CNRS une commission histoire et géographie de 1939 à 1941. Le CNRS héritait des commissions du Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique telles qu'elles avaient été définies et composées en 1938. Jérôme Carcopino, alors secrétaire d'état à l'Éducation nationale et à la jeunesse (février 1941-avril 1942) crée une agrégation de géographie par un décret d'avril 1941. Aussitôt après, en juillet 1941, une commission indépendante de géographie est proposée par Charles Jacob.

A ce moment là j'étais dans la Résistance. J'ai été de ces universitaires qui ont eu la tâche assez difficile de combiner leur enseignement avec des tâches de résistant. Lieutenant de l'armée française j'avais dans la résistance des responsabilités militaires assez considérables. J'étais Franc Tireur et Partisan, FTP. Les universitaires ont fait de la résistance surtout comme agents de liaison, comme intermédiaires plutôt que comme combattants. Tandis que j'étais vraiment combattant, dans la région parisienne où du reste nous étions si dépourvus de moyens que nous n'étions pas bien dangereux ! J'ai été affecté à l'encadrement des groupes de FTP de Seine et Oise Nord, jusqu'à Compiègne. C'était une région assez étendue et que j'ai parcourue en vélo ! Il n'y avait pas d'autres moyens. J'ai fini par me faire prendre mon vélo. Me trouvant dénué de moyen de locomotion et de liaison, j'ai été affecté à l'état-major du colonel Rol Tanguy et à partir du 15 août 1944 j'ai participé directement à la libération de Paris. Notre unité FTP devait être intégrée dans les troupes qui ont libéré l'Alsace. J'étais très content dans la mesure où l'Alsace est un peu mon pays puisque ma famille est alsacienne d'origine.

Le poste, obtenu par de Martonne, restait inscrit au budget et à la fin de 1945 quand les choses rentrèrent dans l'ordre, on m'a demandé où je voulais qu'il soit créé ! Ce qui est une circonstance assez bizarre pour un universitaire. J'ai aussitôt choisi Strasbourg par tradition familiale et parce que j'aime bien le pays. J'ai ainsi fait cadeau d'une chaire de géographie à cette ville. J'y suis resté deux ans seulement. Je ne m'y suis jamais installé pour des raisons pratiques de logement, de famille, etc. J'ai été nommé à la Sorbonne en 1948, à la chaire de géographie de l'Afrique du Nord. Et j'ai trouvé à la Sorbonne même, prise comme type, la plupart de mes collègues dans l'état d'esprit de de Martonne : on connaît les idées politiques des gens quand ils les affirment suffisamment, mais on les juge sur leur travail scientifique. Cet état d'esprit s'est modifié depuis lors.

Et Charles Jacob ?

Je connaissais bien Charles Jacob, il était même un ami. Il avait travaillé dans les Pyrénées à un moment où commençait déjà une révolution dans la géologie sur les orogénèses et la formation des chaînes de montagnes. Travaillant dans les Pyrénées il avait eu des relations avec mon père qui était recteur à Toulouse. Je l'avais donc connu alors que j'étais en khâgne, c'est-à-dire vers vingt ans, et je lui avais demandé des conseils. En juillet 1941, dans mon jury de thèse qui traitait de géomorphologie il fallait un géologue et de Martonne avait choisi Jacob. Jacob était « le » grand géologue de l'époque. Plus professeur que chercheur il jouait de sa belle parole et de sa belle prestance aussi bien sous Vichy qu'après. Mais il était bon géologue et reconnu comme tel par tout le monde. Titulaire de la chaire de géologie à la Sorbonne à une époque, qui n'est pas nécessairement terminée, où fonctionnait le système du patronat, il était de relation facile et utilisait son autorité de chef du département de géologie à la Sorbonne. On lui reprochait d'être le monsieur qui favorisait ses élèves directs, faisait le patron, d'être en somme un « mandarin ». Il était « l'universitaire qui ne fait pas de

politique » et qui considère qu'il doit continuer à faire son boulot quelles que soient les circonstances. C'était un peu l'esprit de beaucoup d'universitaires, comme de mon père.

Charles Jacob a dû jouer un rôle favorable pour l'indépendance de la géographie au tout début du CNRS. De Martonne et lui ont certainement été d'accord. Cette indépendance a aussitôt posé des problèmes de relations entre les géographes et les géologues.

La géographie, une discipline en pleine évolution

Quel était alors l'état de la géographie française ?

Deux hommes dominaient la géographie de l'époque, de Martonne et Demangeon. Le duumvirat : de Martonne — Demangeon, a été complété par Sorre¹ nommé peu après, pour ne parler que des trois principaux enseignants de la Sorbonne. Sorre est resté toujours un peu à part. Il était un ancien instituteur, tandis que les deux autres étaient d'anciens élèves de l'École Normale Supérieure. Ils ont toujours été très corrects avec Sorre, mais dans l'Université le poids des titres joue beaucoup. Ils étaient tous deux élèves de Vidal de La Blache. Il y avait ainsi une unité dans les conceptions de la géographie universitaire.

L'après-guerre est une période dont les géographes actuellement parlent souvent avec amertume : la domination de la Sorbonne restait entière sur la géographie française, sauf le petit îlot de résistance de Grenoble tant que Raoul Blanchard² y enseigna. Elle était entière dans la mesure où toutes les thèses d'État se passaient à la Sorbonne. Il n'y en avait pas des quantités chaque année, mais le monopole existait véritablement et je comprends fort bien que la province se soit rebellée contre cette domination, conservatrice même sur le plan des orientations scientifiques. En effet de Martonne, puis Cholley, étant géomorphologues, « physiciens », la géographie physique et, dans la géographie physique, la géomorphologie ont joué un rôle supérieur. Beaucoup de nos grands maîtres actuels qui ont fait une carrière comme géographes humains ont fait une thèse de morphologie, parce que c'était la mode. Maintenant ce ne serait plus possible parce que les méthodes se sont précisées et qu'on ne peut pas couvrir avec compétence tout le domaine de la géographie. La spécificité de de Martonne était « géographie » tout court. En prenant sa succession j'ai aussi pris sa « qualification » qui a disparu à ma retraite : mes collègues ont trouvé, à juste titre, que l'orientation de chaque enseignement devait être précisée.

Les idées de de la Blache s'étaient cristallisées sur Paris et furent illustrées par les deux mandarins dont je vous ai parlé. Blanchard, également élève de Vidal de la Blache, a voulu faire école en province et il est devenu célèbre lui aussi. Il est parvenu à organiser sa sphère grenobloise parce qu'il était un professeur brillant. Il a répandu sa pensée au moins au Canada et en Amérique du Nord avec l'aide de quelques

autres géographes de l'époque. Grenoblois, il s'est intéressé particulièrement aux Alpes et aux montagnes. Il a publié une grande collection sur les Alpes et animé la *Revue de Géographie Alpine* qui est la deuxième revue de géographie française après les *Annales de Géographie*, revue parisienne animée en leur temps par de Martonne et Demangeon. Mais dans la mesure où Blanchard était comme eux un représentant éminent de l'école géographique de Vidal de la Blache, le conflit Grenoble/Paris est en somme plus un conflit de personnes que de concepts. Blanchard avait une personnalité très forte et, comme c'est assez souvent le cas, il a plutôt éliminé parmi ses élèves, ses successeurs, les fortes personnalités. Elles ne pouvaient pas très librement se manifester à côté de lui ou pouvaient paraître faire du Blanchard deuxième génération. De telle façon que les oppositions qui se sont manifestées entre Blanchard ou ses successeurs immédiats et les successeurs immédiats de de Martonne et Demangeon, comme Cholley, ont porté sur des détails relatifs, l'interprétation des surfaces d'aplanissement par exemple.

Mes longs séjours au Maroc, la guerre et la résistance m'avaient tenu à l'écart tant des changements dans l'administration que dans la réflexion épistémologique avant 1950. C'est à partir de 1950 que j'ai commencé à m'intéresser à la question.

La géographie précisément au cours de cette période 1950-1960 a subi une petite révolution, peut-être plus prononcée que dans d'autres disciplines parce qu'elle a été plus complexe. Il y a eu d'une part la révolution province contre Paris qui a fini par l'emporter relativement, puisque c'est un provincial, dans la personne de Blanchard, qui a présidé la commission du CNRS un certain temps. C'est secondaire, mais cependant typique. D'autre part on a protesté contre l'orientation de la géographie française qui a été nationale et internationalement très brillante entre les deux guerres et dont le chef d'œuvre collectif national et international avait été la publication d'une géographie universelle qui s'est terminée après la guerre en 1945. De Martonne avait été secrétaire général puis président de l'Union Géographique Internationale et c'est lui qui organisa le congrès international de géographie en 1931, à Paris.

Les destinées de la géographie « sorbonnarde » étaient un peu liées à cette situation internationale. Elle a été soumise à critique à partir de la guerre, non seulement à propos du monopole universitaire des thèses qui a disparu progressivement, mais également à propos de cette fameuse géographie universelle, chef d'œuvre de la géographie française, critiquée par la nouvelle génération jusque dans ses méthodes mêmes. Les jeunes géographes voyant les progrès de la géographie au point de vue méthodologique et ceux des sciences voisines ont trouvé de plus en plus critiquable et désuète cette géographie à la fois physique et humaine et le système des deux thèses, dont l'une physique et « l'autre », dite secondaire, humaine ou inversement, étaient complémentaires. C'était l'époque où le professeur de géographie en province (et il n'y en avait qu'un) enseignait toutes les géographies.

Au même moment les géographes cherchent les méthodes et les propres orientations de la géographie, son épistémologie par rapport aux sciences voisines. Pour les sciences naturelles, non seulement géologie mais de plus en plus climatologie, hydrologie et sciences de la vie, les

1. Maximilien Sorre (1880-1962) dirige le Centre d'Études Sociologiques de 1950 à 1956.
2. Raoul Blanchard (1877-1965).

relations ont toujours été assez faciles. Les difficultés sont venues de la géographie humaine, par suite du développement, à l'université et au CNRS, de la sociologie, démographie, économie, etc. Il y eut donc crise d'identité de la géographie. Cette période de doute, à partir de 1950, a eu une conséquence inévitable : les uns se sont tournés vers les sciences naturelles et les autres se sont tournés vers les sciences humaines. Et dans les deux cas, des situations difficiles ont pu opposer le géographe et le spécialiste d'une autre discipline.

Après la retraite de de Martonne et sa mort assez rapide la direction de l'Institut de Géographie de l'Université de Paris a été confiée à Cholley. La domination de Cholley qui avait une moindre personnalité que de Martonne ou Demangeon était plus « relative ». C'est lui qui a commencé à développer le Centre de Documentation Cartographique du CNRS. Une école de cartographie a été créée en outre. Je ne sais pas exactement si c'est lui, mais elle s'est développée en même temps. Monsieur Cholley a dû rester une dizaine d'années de 1946 à 1956, il eut pour successeur Monsieur Chabot, ce fut ensuite moi-même de 1960 à 1970.

Le CNRS

Vos souvenirs du CNRS remontent à quel moment ?

A partir du moment où j'ai été membre régulier de la commission, élu, et où j'en suis devenu le président, en 1960. Chose curieuse c'est à Raoul Blanchard que j'ai succédé. Sa présidence avait été au CNRS la première atteinte au monopole parisien. Nous nous entendions bien sans qu'interviennent ni traditions universitaires, ni opinions politiques.

Il y avait des élections. Quand elles ont été organisées, s'est posée la question du droit de vote des chercheurs et d'un conflit chercheurs-universitaires. Il y avait le problème de la domination des universitaires et des parisiens car les présidents de la commission, de Martonne, Cholley, Blanchard excepté, moi-même, tous étaient parisiens. Quand j'ai été élu il n'y a pas eu de discussions, les vieilles histoires devaient être au moins adoucies. De telle façon que je n'ai pas souvenir de conflit interne ni d'orientations ni de personnes.

La commission a progressivement suivi les transformations de la discipline. C'est au milieu de la crise d'identité dont je vous parlais que je me suis trouvé à la Sorbonne comme au CNRS. Or à mon avis cette crise résulte précisément des rivalités complexes de disciplines, de personnes, Paris-province, etc. A mon sens toute discipline est pluridisciplinaire, on peut naturellement chercher ses limites, mais sans exclusives. Je dois dire que je suis un peu isolé sur ce plan, mais tel a été mon point de vue à la présidence de la commission. Une période importante a été la préparation d'un Plan. On a fait un rapport qui était un essai de bilan, de mise au point sur l'état de la géographie et de ses problèmes. Madame Saunié Séité, ancienne résistante et membre du SNES Sup, était secrétaire et j'ai eu avec elle, à l'époque, des relations excellentes.

Des géographes, ont joué un rôle certain au CNRS, Pierre George, Max Sorre, Pierre Monbeig, Armand Frémont...

A ma connaissance Pierre George¹ n'a pas joué un grand rôle au CNRS, à la commission de géographie. George est un cas particulier dans la mesure où il a évité d'être impliqué dans les histoires que je vous ai racontées. Il a fait une thèse de géographie physique comme on la faisait à l'époque de de Martonne, mais il s'est orienté différemment. Il est moins universaliste que je ne suis au sens un peu critiquable du terme.

Maximilien Sorre avait le gros avantage parmi les géographes de manifester les débordements de la géographie, de les affirmer, sans en aucune façon vouloir rassembler toutes les sciences sociales autour de la géographie. C'était dans un esprit de collaboration parfaitement valable. Sorre a précisé dans ses gros volumes les relations entre la géographie et de nombreuses sections de sciences naturelles, la médecine, les sciences humaines. Sa géographie était celle de l'homme au sens exact du terme. Elle expliquait sa répartition et ses activités sur la surface du globe aussi bien que les aspects sociaux de son activité de producteur. Il a certainement joué un rôle important en la matière, rôle qui a disparu avec lui. Il suivait là une tradition. A l'Institut de Géographie de Paris par exemple, Institut d'université et non de faculté, ayant donc une relative importance puisqu'il dépendait directement du Rectorat et non du doyen de la Sorbonne, de Martonne avait justement voulu installer d'autres disciplines universitaires, la géologie en particulier, car il y avait un laboratoire de géologie. Le géologue qui dirigeait le laboratoire était Barrabé qui était en même temps à l'École Normale Supérieure au laboratoire de géologie. Les relations étaient alors excellentes. Mais ça n'a pas tenu.

L'influence de Monbeig² comme directeur a été d'autant plus utile que la crise à propos des conceptions de la géographie a eu des échos à la commission : des géographes l'ont abandonnée pour les sciences de la terre ou une autre commission. Les géographes physiciens ont essayé de trouver leur place chez les géologues ou même dans une autre section : Tricart est allé en écologie. Moi même j'ai demandé mon rattachement à la géologie. De toute évidence les géologues ne nous ont pas accueillis avec enthousiasme. Tricart a dû abandonner l'écologie de la même façon. Ces abandons de « physiciens » ont eu pour résultat d'orienter de plus en plus la section de géographie vers la géographie humaine. Avant la guerre du fait que de Martonne était le professeur qui avait le plus d'autorité, qu'il avait mauvais caractère ou du moins qu'il paraissait tel, la géographie physique était à la mode. Après la guerre et sa mort, les géographes ont adopté des orientations différentes, par exemple l'urbanisation. Ils se sont, à leur tour, heurtés aux architectes ou à d'autres spécialistes de sciences sociales : la solution a été « l'aménagement », terme fréquemment utilisé dans beaucoup d'universités.

1. Pierre George fut pressenti par Georges Teissier en 1946 pour être directeur adjoint du CNRS pour les sciences humaines. Plus démographe que géographe Pierre George fut pendant dix ans membre de la commission de sociologie du CNRS.

2. Pierre Monbeig (1908-1987) professeur de géographie fut directeur adjoint de 1963 à 1966 puis directeur scientifique jusqu'en 1974.

Frémont¹ est un bon géographe. Il a élaboré la conception intéressante d'une géographie du comportement. Américaine d'origine, il l'a introduite en France. Il s'agit d'essayer d'expliquer comment la région, l'environnement se manifestent dans l'esprit des gens. Ce travail est d'autant plus intéressant qu'il peut inspirer des recherches nouvelles et pluridisciplinaires.

Il y eut des créations de laboratoire, le laboratoire de géomorphologie de Caen et le Centre d'Etudes de Géographie Tropicale de Bordeaux, qui sont parfois contestées.

Je connais très bien le labo de Caen, j'y vais souvent, j'ai été membre de son Conseil d'administration. Ceux qui ont fait du tort à Caen ce sont les géologues : on prenait un peu d'argent aux géologues, mais aussi aux géographes. Ce laboratoire propre s'occupe de géomorphologie, c'est-à-dire de recherches qui concernent aussi bien les géologues que les géographes, il aurait dû attirer certains géologues, être un point de convergence, de liaison, mais ne l'a pas été beaucoup. Le laboratoire de Caen a été menacé, or il a fait de l'excellent travail, il est admiré dans le monde entier. Le laboratoire de Bordeaux, comme laboratoire propre, à mon sens pourrait être plus contesté dans la mesure où à l'ORSTOM sont faites des recherches comparables. L'ORSTOM est devenu un vrai CNRS parce qu'il a eu un directeur en bons termes avec le pouvoir. C'est pourquoi les orientations scientifiques s'y sont multipliées : hydrologie, géologie, etc. et toutes les sciences humaines. Je me félicite de ce que l'ORSTOM ait pu accueillir lui aussi des géographes, leur donner les moyens de travailler et publier. L'ORSTOM maintenant a des difficultés financières et autres (directeurs ou présidents), mais il a fait du bon travail. Était-ce rationnel de créer un laboratoire comme le CEGET à côté de l'ORSTOM ? Forcément il y avait concurrence : conception, programme de recherche et recrutement de chercheurs.

La géographie humaine n'a pas eu grand chose, mais elle se développait. Dans cette dualité de la géographie physique/géographie humaine, la remise en question de la conception de la géographie après la guerre a eu pour résultat que la géographie humaine a pris une place qu'elle a développée aux dépens de la géographie physique dont les méthodes et les programmes de recherche étaient mieux établis. Ses relations avec les biologistes ou les géologues, insuffisantes, étaient néanmoins régulières, son laboratoire était créé. Quatre ou cinq autres ont été créés avec l'aide du CNRS dans des universités à Paris ou en province. Relativement la géographie physique n'a pas eu à se plaindre. Et la géographie humaine avec l'accord de tout le monde, sans drames, s'est développée progressivement : le nombre de thèses a augmenté, des chaires ont été créées et des universités ont obtenu des laboratoires propres ou du moins des laboratoires associés. Le problème des rapports entre chercheurs CNRS et universitaires ne s'est guère manifesté quand j'étais directeur, car il y a eu très peu de chercheurs-CNRS pour commencer. Je ne me rappelle pas qu'il y ait eu des difficultés graves ni de conflits gênants de mon temps.

On se plaignait naturellement de n'avoir pas ce qu'on demandait, comme toujours. Mais il n'y a pas eu de rivalité grave, même dans les orientations. Le CNRS reflétait les discussions générales sur les orientations de la géographie et ses relations avec ses voisines. Dans des RCP (recherches coopératives sur programme) par exemple où on faisait appel à d'autres disciplines on se plaignait des difficultés rencontrées. J'en ai connu moi-même avec les géologues : par exemple pour des séries de missions que j'ai sollicitées en Iran, j'ai voulu associer les géologues en demandant la participation de la géologie à une RCP. La section de géologie a bien associé deux géologues, pendant plusieurs années, mais elle n'a pas donné un sou ! Ce que j'ai trouvé peu coopératif. C'était entre 1963 et 1970. Il y a eu des cas du même genre dans d'autres programmes.

Le pouvoir syndical devient de plus en plus important durant les années où vous êtes président de la commission, quel rôle a-t-il joué dans le milieu des géographes ?

Il jouait certainement un rôle dans les élections, mais il était plus discret dans les discussions de section.

Après la guerre mon ami George et moi avons été membres du jury d'agrégation, et avons pu paraître donner une couleur politique au concours. Mais il faut dire aussi qu'une étude du marxisme sur le plan idéologique est plutôt favorable à la préparation du géographe et qu'il a pu être considéré comme utile d'adopter un certain nombre d'idées proches du marxisme. On pourrait citer des géographes qui font du marxisme sans le savoir. Après la guerre, dans la période 1950-1960, beaucoup de géographes influents de la nouvelle génération étaient de gauche. La géographie avait donc la réputation au CNRS d'être une discipline de gauche. C'est pourquoi de jeunes chercheurs, devant choisir leur directeur de recherche et organiser ensuite leur carrière, manifestaient des opinions de gauche, quelquefois prenaient des cartes du parti communiste, quitte à les abandonner assez rapidement à la suite de l'évolution politique ! D'autre part les idées de droite ont progressivement pris de l'influence aux dépens des idées de gauche, mais ceci d'une façon plus nette à partir de 1970. En gros dans la période 1950-1960 : influence prépondérante de gauche, justifiée ou non ; 1960-1970 : égalisation progressive ; à partir de 1970, le syndicat de droite dans l'enseignement supérieur et la recherche a exercé la plus grosse influence.

Cela s'explique en fonction de l'évolution politique générale. Il y a aussi ce fait important que le nombre de docteurs en géographie a augmenté considérablement par suite de l'augmentation du nombre des étudiants et des thèses. Or lorsqu'un jeune chercheur, en préparant sa thèse, a à se plaindre de n'être pas assez soutenu matériellement ou autrement, et se demande comment il va pouvoir accéder à la hiérarchie des grades universitaires, il est souvent à gauche. Mais à mesure que, docteur, il monte dans la carrière universitaire le rouge devient pâle, souvent ! On a multiplié, dans cette période faste de 1955-1970, le nombre des postes en fonction de l'augmentation du nombre des étudiants, et la démographie contribue à expliquer ces singularités. Ces drames ont pu contribuer à troubler la commission du CNRS.

1. Armand Frémont, directeur scientifique adjoint du CNRS de 1982 à 1983.

La géographie connaît de nombreuses applications...

Depuis la guerre il a été en permanence question de savoir comment l'université pourrait s'ouvrir sur le monde extérieur, orienter même la formation des étudiants vers des applications concrètes, etc. Cette insertion-intégration de l'université dans le processus normal de production et d'échange national est extrêmement difficile à réaliser. J'ai participé à la réforme d'Edgar Faure entre 1969 et 1970. Tout le monde ne parlait que d'interdisciplinarité. Parmi les universités parisiennes elle n'a été tentée qu'à Paris VII, c'est pourquoi j'ai choisi Paris VII à l'époque. On a essayé de mettre sur pied des cursus mixtes. Mais l'université n'a aucune souplesse dans l'organisation des cursus, elle a conservé les mêmes. Au bout d'une année d'orientation, on porte une étiquette : historien, géographe, etc. La géographie surtout est dans une situation difficile; victime d'une définition administrative des Sciences et des Lettres, on ne sait pas où la situer ! Comme elle était « histoire et géographie » et continue à l'être dans l'enseignement secondaire, elle est qualifiée de littéraire. C'est une catastrophe pour elle ! Mais on n'admet pas que cette classification Lettres/Sciences puisse être modifiée. Et les géographes ne sont pas assez puissants pour faire entendre leur voix à ce sujet. A l'intérieur du CNRS, c'était la même chose que dans l'université, on a eu les mêmes idées, on a cherché des passerelles, et on n'a jamais réussi à les faire fonctionner correctement !

Et Reclus¹ ?

Je connais bien Reclus. Brunet est plein d'initiatives. Après avoir enseigné à Toulouse et soutenu sa thèse, il a ensuite été nommé à Reims. Il y a créé un groupe de travail, et entrepris la publication d'une géographie de la France en ayant recours à de nombreuses collaborations. Une autre collection sur la géographie de la France paraissait à peu près au même moment. La collection dirigée par Roger Brunet a rencontré beaucoup plus de succès parce qu'elle répond davantage au besoin du public, informe sur les relations entre milieu naturel et aménagement sans se soucier de géographie dite « nouvelle ».

Brunet a une particularité intéressante, celle de savoir grouper du monde, provoquer des enthousiasmes et permettre une modernisation des concepts et des méthodes. Il a ainsi créé une Association pour le développement de la géographie et le groupe Reclus installé à Montpellier qui fait pièce au comité national de géographie traditionnel et mandarinal. Pour assurer l'essor de la recherche géographique en France, il a notamment obtenu la construction d'une maison de la géographie à Montpellier. J'avais eu, entre 1965 et 1970, la même ambition, mais en demandant la construction d'une Maison de la géographie à Paris, à la place de l'Institut fondé par de Martonne. Je pensais en effet que Paris est le centre de la documentation nécessaire au géographe. Les événements de 1968-1970 ont fait échouer le projet. Brunet l'a repris, mais à Montpellier, en transportant sa petite équipe qui a augmenté car il a

obtenu des crédits. Il a comme principe de faire de la géographie moderne, de préparer un atlas et une géographie universelle. C'est recommencer ce qu'avait fait de Martonne ! Brunet recommence la même entreprise, mais en faisant usage d'images de satellites, de cartographie automatique, etc. Toutes les techniques nouvelles doivent être expérimentées. A mon sens c'est très bien. Je ne suis pas du tout hostile à l'usage d'images de satellites, ni à l'informatique. Mais l'enseignement de l'informatique et de la télédétection n'est pas encore pratiqué dans toutes les universités et il est dommage qu'il y ait coupure entre les universités où les géographes essaient de s'adapter aux révolutions techniques modernes et celles qui ont réussi à en acquérir les moyens en s'isolant. Si l'on examine les publications de Reclus, nom de la Maison de géographie montpelliéraine, livres, atlas, revue intitulée « Mappemonde », des critiques trop nombreuses portent sur le choix des sujets, leur traitement, l'emploi des techniques nouvelles, l'insuffisance de la concertation avec les autres laboratoires.

Ce genre d'entreprise favorise une tendance, très prononcée dans notre discipline géographique, qui sous prétexte de lutter contre le mandarinat, multiplie les chapelles.

Nous sommes aujourd'hui dans une période où chacun essaye de s'organiser à l'aide d'une conceptualisation particulière. La géographie a pour but de rechercher les relations entre le milieu naturel et le travail humain, de suivre la vie de notre terre, soit vierge, puisqu'il y a encore des secteurs vierges, soit transformée, de plus en plus, par l'homme. C'est là en somme revenir à la définition de la géographie telle qu'elle a toujours été conçue et pratiquée avant 1940, et telle que je l'ai pratiquée moi-même. L'union des phénomènes physiques et humains est la caractéristique de la recherche géographique, union qui suppose des relations avec beaucoup d'autres chercheurs. Voilà quel est mon point de vue.

Actuellement nous assistons à une révolution dans les techniques de recherche ainsi que dans les concepts. Les disciplines sont coupées en sections de plus en plus étroites et spécialisées au point que rares sont les « esprits supérieurs » capables de dominer plusieurs d'entre elles, et que se fait sentir de plus en plus le besoin de rencontres et de recherches conjuguées. Mais ce besoin est difficile à satisfaire dans nos structures universitaires ou de recherche où tout est cloisonné selon les grandes catégories traditionnelles.

propos recueillis
les 13 décembre et 2 mars 1987
par Jean-François Picard et Elisabeth Pradoura
(Centre de Recherches Historiques-CNRS)

1. Réseau d'étude des changements dans les localisations et les unités spatiales, GIP créé et dirigé par Roger Brunet, et installé à Montpellier.